

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 02 OCTOBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 02 octobre à 18 heures 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 26 septembre 2025, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mmes COLLIN, VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, M. TESTA, Mmes BAUMEL, GOUILLY, COLSON MM. ROCH, BEAUJOIN, MAUPOIX, TRIOLET, Mme MUNSTER (jusqu'à 20h30), MM. ELGHALLOUSSI, MIRGODIN.

Absents excusés : M. TINDILLIÈRE, Mmes LEPAGE, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. HMISSI, Mmes CHEMINI, GOLLÈS, M. ERRE.

Absent : M. DUCHÊNE.

9 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à M. MOUTON ;
- ✓ Mme LEPAGE donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme JACQUEMOT ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE ;
- ✓ Mme CHEMINI donne pouvoir à M. GREENHALGH ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. MIRGODIN (à partir de 20h30) ;
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Madame Anna RÉOLON.

- N°59 -

FINANCES

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER TRANSFERT DE CHARGES ET TRANSFERTS FINANCIERS DOTATIONS DE COMPENSATION POUR 2025 – APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION DE TRANSFERT

Rapporteur : Monsieur Daniel FONTAINE

La loi en date du 12 juillet 1999, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, a précisé le mécanisme de transfert de la fiscalité professionnelle aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale faisant application du régime de la taxe professionnelle unique, ainsi que des transferts financiers liés aux transferts de charges à l'échelon intercommunal.

Cette loi a aussi rendu obligatoire la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.). Son objet consiste à apprécier les conséquences financières des transferts de compétences liées à la mise en œuvre de la fiscalité professionnelle unique, à l'extension ou à la fusion de communautés, et aux transferts de compétence.

Plusieurs textes ont, depuis lors, complété et précisé ce dispositif.

La Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER, par délibération en date du 08 septembre 2020, a mis en place la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées.

La C.L.E.C.T. a adopté le 09 septembre 2025 le rapport établissant les dotations de compensation pour l'année 2025.

Vous trouverez ci-joint, en application de ces règles, le tableau des dotations de compensation pour l'année 2025.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu la loi n°99-586 en date du 12 juillet 1999, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux responsabilités et libertés locales,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code Général des Impôts, et notamment son article 1609,

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 06 février 2025, composant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées,

Vu le rapport de cette Commission en date du 09 septembre 2025,

Vu l'avis favorable du Bureau municipal,

Vu l'avis favorable de la commission des finances,

Il vous est proposé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver le montant des dotations de compensation communautaires pour 2025 tel que présenté dans le tableau ci-joint et fixé dans le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées en date du 09 septembre 2025 ;

2°/ dire que la dépense correspondante est inscrite à notre budget 2025.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil Municipal.

La secrétaire de séance,

Anna RÉOLON

POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,

Jean-Pierre BOUQUET

Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 10 OCT. 2025
et de la publication le 10 OCT. 2025
ou de la notification du

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif
de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.



**RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES
CHARGES TRANSFERÉES (C.L.E.C.T.)**

**ÉVALUATION DU MONTANT PRÉVISIONNEL
DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION 2025**

Mardi 09 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq le 09 septembre à 16 H 00, les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans la Salle de Conseil de l'Hôtel de Ville à VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Daniel FONTAINE, Président par délégation de cette Commission.

Etaient présent-e-s : M. Michel CAPPÉ, M. Michel LONCLAS, M. Jacques FORTIN, M. Philippe DHYEVRE, M. Jean-Claude DULIEUX, M. Bruno DEWAELE, M. Claude COTTON, M. Olivier DELCOMBEL, M. Didier MATHIEU, M. David COLLOT, Mme Muriel ARMANETTI, M. Aurélien PETIT, M. André CASTAGNA, M. Patrick CHAMPION, M. Romain DESANLIS, M. Christian MOULIN, Mme Stéphanie LOISEAU, M. Didier NOBLET, M. Daniel GAUMONT, Mme Marylène SIMONNET, M. Philippe ROYER, M. Éric CHAVEROU, M. Daniel FONTAINE.

Excusé-e-s : M. Jean-Pierre FORMET, M. Jean-Louis NEMBRINI, M. Philippe WEBER, Mme Annick FELICETTI, M. René MAUTRAIT, M. Francis PASSINHAS.

Absents : M. Loïc NICOLEAUD, M. Claude THIEBAULT, M. Jean-Marc GÉRARD, M. Philippe COQUIN, M. Joël LOISELET, M. David BONETTI.

Services : Mmes Catherine PELLIS, Valérie BOEUF, Isabelle IVA.

Rapporteur : Monsieur Daniel FONTAINE

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) de la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der, après en avoir délibéré ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts, et notamment son article 1609 nonies C,

Vu la loi n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

Vu la loi n°99-586 en date du 12 juillet 1999, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux responsabilités et libertés locales,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 juin 2019 approuvant les statuts de la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der,

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 26 septembre 2024, adoptant le Pacte Financier et Fiscal,

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 6 février 2025, composant la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées,

Vu l'évolution des calculs de l'évaluation des charges transférées sur les points suivants :

Préambule

M. le Président rappelle :

- d'une part, que le principe de calcul proposé repart donc du tableau des attributions des charges transférées de base et dérogatoires de 2024 en l'actualisant ;
- d'autre part, que ce même calcul proposé prend en considération l'adoption du pacte financier et fiscal réalisée par le Conseil communautaire lors de sa séance du 26 septembre 2024, spécifiquement les conséquences qui en découlent sur le niveau des attributions de compensation.

Les modifications portent donc uniquement sur les charges dérogatoires et les ajustements nécessaires au versement du fonds d'aide aux communes :

➤ Compétence scolaire :

a) Couvrot :

Au cours du printemps 2025, la Commune de Couvrot a fait savoir à la Communauté de communes qu'elle souhaitait mettre en place avec le Maison pour tous du Pays Vitryat – Centre Social et Culturel, un accueil collectif de mineurs pour 4 semaines en été et pour une semaine durant les vacances scolaires de la Toussaint.

Dans ces conditions, il est nécessaire de verser à la Maison pour tous – centre social et culturel une subvention complémentaire de 12.500,00 € et la somme correspondante est transférée à la CCVCD par la Commune de Couvrot.

✎ Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

b) Pringy :

La somme transférée, à partir de 2015, par la commune au titre de la compétence scolaire s'élevait à 79.537,91 €. Cette somme comprenait l'annuité de remboursement d'un emprunt pour 42.916,04 €.

Cet emprunt est arrivé à échéance le 27/07/2024. Pour 2024, la CCVCD avait donc remboursé cet emprunt à hauteur de 32.187,03 €. La somme de 10.729,01 € (42.916,04 € - 32.187,03 €) avait été déduite, conduisant à fixer le montant de transfert de charges 2024 au titre de la compétence scolaire à 68.808,90 €.

Il convient maintenant de déduire la somme supplémentaire de 32.187,03 €, à compter du transfert de charges 2025.

À compter de l'exercice budgétaire 2025, la somme transférée par la Commune de Pringy, au titre de la compétence scolaire s'établit donc à 36.621,87 € (68.808,90 € - 32.187,03 €).

✎ Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

🔗 Vitry-le-François :

Par délibération n°38 du Conseil communautaire du 26 mars 2024, la TLPE (Taxe locale sur la publicité extérieure) a été transférée à la Communauté de communes Vitry, Champagne et Der à compter du 1^{er} janvier 2025.

Pour calculer la TLPE moyenne sur 3 ans, il a été tenu compte de la moyenne du produit de la TLPE encaissé en 2022, 2023 et 2024, soit un montant de recettes transféré de 109.277,95 €. La charge liée au contrat avec le prestataire du service en charge du recensement des différents supports publicitaires a été calculée de la même manière selon la moyenne des trois derniers comptes administratifs 2022, 2023 et 2024, soit 5.670,43 €.

Il est proposé à compter de l'exercice budgétaires 2025 d'approuver ce transfert de recettes et dépenses.

🔗 Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

➤ **Pacte financier et fiscal (2024-2026) – Mise en place d'un reversement financier en fonctionnement au profit des communes – Modalités 2025**

Le Pacte financier et fiscal, adopté par le Conseil communautaire lors de sa séance du 26 septembre 2024, a institué un fonds d'accompagnement en fonctionnement vers les communes, sur la base des indicateurs de ressources reconnus pertinents par l'assemblée communautaire.

L'objectif poursuivi est de soutenir les communes qui présentent une faiblesse de recettes de fonctionnement, objectivée au regard de la moyenne constatée sur l'ensemble des Communes membres de l'intercommunalité.

MODALITÉS DE RÉPARTITION :

Depuis l'année 2024, deux critères cumulatifs ont ainsi été retenus :

- Critère 1 : Présenter un effort fiscal supérieur à la moyenne des efforts fiscaux des communes membres de l'intercommunalité ;
ET
- Critère 2 : Présenter un indicateur de ressources élargi¹ (IRE), complété par le solde FPIC², inférieur à la moyenne constatée sur l'ensemble des communes membres.

Les données utilisées pour le critère 1 sont : les données communiquées l'année précédente par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) dans le cadre de la notification des Dotations d'État (publiées par les services de la DGCL au printemps de chaque année. Données librement accessibles sur : www.dotations-dgcl.interieur.gouv.fr).

¹ Code Général des Collectivités Territoriales, Article L.2334-4-IV Alinéa 2, « L'indicateur de ressources élargi d'une commune est égal à son potentiel financier majoré des montants perçus l'année précédente au titre de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale ou de la dotation de solidarité rurale et de la dotation nationale de péréquation prévues à l'article L. 2334-13 du présent code. Il est augmenté, le cas échéant, des versements reçus des fonds départementaux ou métropolitains en application du II de l'article 1648 A du code général des impôts ».

² Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes.

Les données utilisées pour le critère 2 sont :

- Pour l'indicateur de ressources élargi (IRE), les données publiées l'année précédant son versement par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) dans le cadre de la notification des Dotations d'État³ ;
- Pour le FPIC, les données correspondant à la répartition du solde FPIC par commune présentées par la délibération du Conseil communautaire actant la répartition du FPIC l'année précédant le versement du fonds.

FIXATION DU MONTANT DE L'ENVELOPPE :

Pour la présente année 2025, l'enveloppe financière retenue est de : 300.000,00 €

Cette somme est répartie entre les communes satisfaisant les critères précités compte tenu des données publiées en 2024.

La répartition de ce fonds d'accompagnement entre les différentes communes membres pour l'année 2025 est communiquée en annexe I du présent document.

Il est bien entendu que, chaque année, l'instance de gouvernance du pacte financier et fiscal, instaurée par le PFF, détermine le montant de l'enveloppe dédiée au fonds, au regard des ressources effectivement mobilisées pour la bonne application du Pacte à savoir :

1. L'enveloppe intercommunale initialement dédiée au financement du déploiement de la fibre sur le territoire ;
2. Une quote-part (40%) des enveloppes communales dédiées au financement du déploiement de la fibre ;
3. Le produit supplémentaire généré par l'optimisation du coefficient de Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) ;
4. Le produit d'une nouvelle taxe instituée par l'intercommunalité dès les premières années d'application du présent Pacte : La Taxe sur les Friches Commerciales (TFC).
5. Le produit de la Taxe Locale sur les Publicités Extérieures (TLPE) instituée à l'échelle intercommunale déduction faite de la compensation du produit de TLPE perçu initialement par la Ville de Vitry-le-François jusqu'en 2024.

Selon l'effectivité des ressources réellement perçues, l'enveloppe peut être réajustée en conséquence.

Il est confirmé que chaque année, l'instance de gouvernance du Pacte :

- ✓ Réalise le suivi de l'action en prenant connaissance des actions, initiatives, projets rendus possibles et/ou accompagnés par le fonds d'accompagnement sur l'année de versement ;
- ✓ Détermine l'enveloppe annuelle affectée au fonds ;
- ✓ Revoit les critères reconnus comme indicateurs de ressources ;
- ✓ Met à jour les données nécessaires au calcul de la répartition du fonds sur la base des chiffres communiqués par les services compétents de l'État pour l'année précédente.

³ Les données utilisées pour le calcul et la répartition du fonds sont des critères de répartition des dotations publiés par les services de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) au printemps de chaque année. Ces données sont librement accessibles sur le site : <http://www.dotations-dgcl.interieur.gouv.fr>

Présentation des montants prévisionnels d'attributions de compensation pour 2025

Sur la base des principes exposés ci-avant, les montants provisoires des attributions de compensation par commune sont communiqués au sein du tableau présenté en annexe.

M. le Président rappelle que seules les Communes où le montant de l'attribution de compensation pour l'année 2025 change par rapport à 2024, doivent délibérer au sein de leur Conseil municipal.

Validation des montants prévisionnels d'attributions de compensation pour 2025

Le vote des conseils municipaux doit intervenir dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la C.L.E.C.T..

Toutefois les conseils municipaux concernés sont invités à délibérer avant le début du mois de décembre.

Le rapport est également transmis à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

DIT que les dotations positives doivent être reversées par la Communauté de Communes aux communes membres,

DIT que les dotations négatives doivent être reversées par les communes membres concernées à la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der,

DIT que le présent rapport sera adressé à la Sous-Préfecture de Vitry-le-François au titre du contrôle de légalité pour lui conférer son caractère exécutoire,

DIT que chacune des communes membres de la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der procédera à l'affichage du présent rapport,

PRECISE que ce rapport peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de cet affichage,

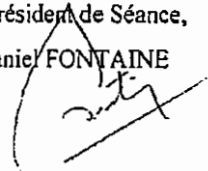
DIT que le présent rapport devra faire l'objet d'une approbation par les Conseils municipaux des communes concernées membres de la Communauté puis par la Communauté de Communes.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

La séance est levée à 16h25.

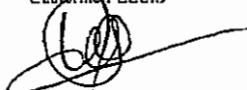
Pour extrait conforme,
le Président de Séance,

Daniel FONTAINE



Certifié exécutoire par le Président de séance,
compte tenu de la transmission en Sous-Préfecture le 11 SEP. 2025
et de la publication le 11 SEP. 2025
ou de la notification du 11 SEP. 2025

Pour le Président,
Par délégation,
La Directrice Générale des Services,
Catherine PELLIS



ANNEXE 1 :

Montant reversement en fonctionnement

300 000 €

Source : Fiches DGF des communes 2024

En euros (€)

| Communes | PF | | DSU | DSR | DNP | FPC 2024 | |
|------------------------|-------------|------------|-----------|---------|--------|-------------|----------|
| | Repartition | Communes | | | | Repartition | Communes |
| ABLANCOURT | 371 | 191 735 | - | 4 816 | - | -175,00 | |
| ARZILLERES-NEUVILLE | 337 | 326 006 | - | 9 616 | - | 597,00 | |
| AULNAY-L'ATRE | 188 | 214 412 | - | 4 507 | - | -253,00 | |
| BIGNICOURT-SUR-MARNE | 378 | 385 614 | - | 5 374 | - | 345,00 | |
| BLACY | 639 | 749 856 | - | 15 473 | - | -1205,00 | |
| BLAISE-SOUS-ARZILLERES | 324 | 328 097 | - | 6 569 | - | 293,00 | |
| BREBAN | 84 | 103 845 | - | 2 910 | - | -242,00 | |
| CHAPELAINE | 56 | 88 766 | - | 2 517 | - | -448,00 | |
| CHATELRAQUIL-D-S-S-L | 258 | 328 112 | - | 9 976 | - | -885,00 | |
| CHAUSSEE-SUR-MARNE | 795 | 814 618 | - | 22 825 | - | 561,00 | |
| COOLE | 156 | 359 486 | - | - | - | -2519,00 | |
| CORBEIL | 103 | 122 594 | - | 3 482 | - | -222,00 | |
| COURDEMANGES | 398 | 459 347 | - | 8 381 | - | -624,00 | |
| COUVROT | 831 | 1 502 503 | - | - | - | -8755,00 | |
| DROUILLY | 149 | 148 989 | - | 3 505 | - | 170,00 | |
| FRIGNICOURT | 1 818 | 1 906 410 | - | 26 035 | - | 444,00 | |
| GLANNES | 168 | 231 255 | - | 5 494 | - | -523,00 | |
| HUIRON | 310 | 363 745 | - | 7 404 | - | -584,00 | |
| HUMBAUVILLE | 76 | 107 381 | - | 2 077 | - | -416,00 | |
| LIGNON | 124 | 140 909 | - | 4 406 | - | -158,00 | |
| LOISY-SUR-MARNE | 1 150 | 1 131 649 | - | 24 701 | - | 1664,00 | |
| MAISONS-EN-CHAMPAGNE | 559 | 707 291 | - | 15 169 | - | -1058,00 | |
| MARGERIE-HANCOURT | 183 | 273 282 | - | 10 019 | - | -1202,00 | |
| MAROLLES | 848 | 1 509 398 | - | - | - | -8647,00 | |
| MEUX-TIERCELIN | 170 | 232 090 | - | 5 047 | - | -827,00 | |
| PRINGY | 442 | 771 651 | - | - | - | -4324,00 | |
| RIVIERES-HENRIEL | 171 | 106 015 | - | 7 810 | - | -246,00 | |
| SAINT-CHERON | 64 | 85 488 | - | 4 060 | - | -280,00 | |
| SAINT-UTIN | 209 | 285 733 | - | 5 028 | - | -1008,00 | |
| SOMPIUS | 291 | 371 091 | - | 2 532 | - | -490,00 | |
| SOMSOIS | 202 | 267 666 | - | 23 404 | - | -1011,00 | |
| SONGY | 273 | 455 162 | - | 6 230 | - | -851,00 | |
| SOULANGES | 470 | 440 208 | - | - | - | -2406,00 | |
| VITRY-LE-FRANCOIS | 11 795 | 24 293 303 | - | 12 471 | - | 1122,00 | |
| TOTAL | 24 287 | | 4 650 521 | 856 945 | 98 166 | 4 325,00 | Moyenne |

Effet fiscal supprimeur à la répartition (calculé par les communes) : 4 325,00 €

Légende

| Communes | Effort fiscal | | IRE = PF + DSU + DSR + DNP | Hypothèse de reversement aux communes |
|------------------------|---------------|------------|----------------------------|---------------------------------------|
| | Repartition | Communes | | |
| ABLANCOURT | 0,25332 | 196 551 | 196 551 | - |
| ARZILLERES-NEUVILLE | 0,394125 | 335 822 | 335 822 | 29 407 € |
| AULNAY-L'ATRE | 0,055428 | 218 919 | 218 919 | 28 225 € |
| BIGNICOURT-SUR-MARNE | 1,026688 | 387 988 | 387 988 | 28 558 € |
| BLACY | 0,948744 | 765 329 | 765 329 | 24 535 € |
| BLAISE-SOUS-ARZILLERES | 0,823715 | 334 666 | 334 666 | - |
| BREBAN | 0,709831 | 106 755 | 106 755 | - |
| CHAPELAINE | 0,439541 | 90 783 | 90 783 | - |
| CHATELRAQUIL-D-S-S-L | 0,642329 | 338 188 | 338 188 | - |
| CHAUSSEE-SUR-MARNE | 0,909756 | 837 443 | 837 443 | 27 859 € |
| COOLE | 0,643982 | 359 486 | 359 486 | - |
| CORBEIL | 0,881529 | 126 076 | 126 076 | 24 011 € |
| COURDEMANGES | 0,677296 | 467 708 | 467 708 | - |
| COUVROT | 0,954429 | 1 502 503 | 1 502 503 | - |
| DROUILLY | 0,931135 | 152 494 | 152 494 | 28 635 € |
| FRIGNICOURT | 0,905173 | 1 932 465 | 1 932 465 | 27 595 € |
| GLANNES | 0,635021 | 236 749 | 236 749 | - |
| HUIRON | 0,735246 | 371 149 | 371 149 | - |
| HUMBAUVILLE | 0,916235 | 109 458 | 109 458 | - |
| LIGNON | 0,54189 | 145 315 | 145 315 | - |
| LOISY-SUR-MARNE | 1,051396 | 1 156 350 | 1 156 350 | 29 116 € |
| MAISONS-EN-CHAMPAGNE | 0,831095 | 722 460 | 722 460 | - |
| MARGERIE-HANCOURT | 0,684574 | 283 301 | 283 301 | - |
| MAROLLES | 0,572398 | 1 509 398 | 1 509 398 | - |
| MEUX-TIERCELIN | 0,926597 | 238 027 | 238 027 | - |
| PRINGY | 0,67486 | 771 651 | 771 651 | - |
| RIVIERES-HENRIEL | 0,925309 | 203 835 | 203 835 | 24 643 € |
| SAINT-CHERON | 0,951327 | 89 548 | 89 548 | - |
| SAINT-UTIN | 1,042750 | 290 761 | 290 761 | - |
| SOMPIUS | 0,635202 | 115 939 | 115 939 | - |
| SOMSOIS | 0,944987 | 394 495 | 394 495 | - |
| SONGY | 0,609245 | 273 896 | 273 896 | - |
| SOULANGES | 0,831890 | 455 162 | 455 162 | - |
| VITRY-LE-FRANCOIS | 1,090273 | 452 679 | 452 679 | 30 186 € |
| TOTAL | 0,8560 | 15 649 616 | 15 649 616 | 300 000 € |

Copie pour impression
Réception au contrôle de légalité le 11/09/2025 à 11h15
Référence de l'AR : 051-200034718-20250909-RAPLECT_2025-AU

3529

ANNEXE 2